

Bulletin d'histoire politique

Amury Girod ou l'intellectuel militant

Philippe Bernard



Volume 12, numéro 1, automne 2003

Les Patriotes de 1837-1838

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060651ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060651ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique

Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bernard, P. (2003). Amury Girod ou l'intellectuel militant. *Bulletin d'histoire politique*, 12(1), 90–96. <https://doi.org/10.7202/1060651ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2003

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Amury Girod ou l'intellectuel militant

PHILIPPE BERNARD

Politologue

Auteur de *Amury Girod, un Suisse chez
les Patriotes du Bas-Canada*, Septentrion 2001

Amury Girod a été élevé en Suisse dans un établissement scolaire de grande réputation où enseignaient des pédagogues avant-gardistes. Il a reçu une formation exceptionnelle qui mariait les humanités et les sciences, complétée par l'histoire des pays de l'Europe et de l'Amérique. Esprit vif et éclairé, il était avide d'accroître ses connaissances et de les partager.

Des quarante années de sa vie, il a passé les six dernières ici, au Québec qui s'appelait alors le Bas-Canada. C'est cette période que je vais aborder.

En le qualifiant d'intellectuel, je veux indiquer qu'il appartient à cette catégorie d'individus qui exercent dans une société un rôle critique et l'exercent par la parole et par l'écrit, en s'adressant à un public large ou restreint. En ce sens, l'intellectuel ne réfère pas à une profession ou un métier ; il ne relève pas non plus de l'opposition entre ceux qui travaillent avec leur main et ceux qui travaillent avec leur tête. Un enseignant, un journaliste ou un avocat n'est pas en soi un intellectuel ; un ouvrier, un dentiste ou un sculpteur peut faire œuvre d'intellectuel.

L'intellectuel n'est pas toujours un agent de changement ; il peut défendre les institutions en place. Son rôle critique consiste alors à attaquer et réprouver les idées de ceux qui remettent en question l'ordre établi. Tel n'était pas le cas de Girod. Il préconisait un renouveau social et politique et sa pensée s'inscrit dans le grand courant libéral et républicain qui a marqué le XIX^e siècle.

Girod était aussi un militant. Tous les intellectuels ne le sont pas. Certains se contentent de diffuser leurs analyses et leurs commentaires, sans chercher pour autant à mettre en application leurs idées. L'intellectuel militant s'engage, avec des gens qui partagent ses idées, les défendent et les traduisent en actions concrètes. Ce peut être dans un parti politique, une organisation syndicale ou un mouvement écologique.

Au départ, Girod se limite à son rôle d'intellectuel ; il attend deux ans avant de s'engager dans l'action militante, après avoir, écrit-il, observé les réalités de son pays d'adoption et discuté avec les partisans de toutes les tendances.

GIROD DÉBARQUE À QUÉBEC DURANT L'ÉTÉ DE 1831

Deux hommes facilitent son intégration à la société de la capitale. Le premier, Étienne Parent, un journaliste, est directeur du *Canadien* qui diffuse les propositions et les revendications des députés réformistes, majoritaires à la Chambre d'assemblée, avec Louis-Joseph Papineau comme leader. D'esprit libéral, Parent se porte à la défense des intérêts nationaux des Canadiens contre les politique colonialistes de Londres et de ses représentants.

Le second, Joseph-François Perrault, protonotaire, se consacre corps et âme à la cause de l'instruction publique et à la promotion de l'école pour tous, école subventionnée, obligatoire et gratuite; il a fondé deux établissements dont il assure lui-même la direction, l'une qui accueille les filles, l'autre, les garçons

Tout intellectuel a besoin de gagner sa vie. Girod met à profit ses connaissances et ses expériences pour dispenser des enseignements particulièrement spécialisés. Aux élèves de l'institut des artisans, il donne des cours de mathématiques appliquées, autrement dit des cours de géométrie descriptive, des cours de dessin graphique et des cours d'arpentage. Aux officiers d'artillerie, il explique l'art de la pyrotechnique qui fait appel à la physique de la balistique et à celle des explosifs.

Avec le parrainage et le soutien financier de Joseph-François Perrault, Girod ouvre et dirige une école d'agriculture en banlieue de Québec. Une conjoncture défavorable causée par une nouvelle épidémie de choléra, des droits d'inscriptions élevés, un régime pédagogique exigeant, expliquent le peu de succès du projet qui n'attire que 10 écoliers. L'école ferme ses portes au bout d'un an et Perrault lui donne congé, tout en louant son travail.

Parallèlement à ses activités lucratives qui lui assurent le gîte et le pain, Girod entreprend de diffuser ses idées sur deux des grands sujets de l'heure qui retiennent l'attention de l'opinion publique et suscitent des débats passionnés: l'enseignement et l'agriculture. Il publie dans *Le Canadien* une série d'articles portant sur l'instruction publique. Il propose une réforme en profondeur du système scolaire; ouvrir des écoles élémentaires dans chaque village du pays, créer des écoles supérieures pour les adolescents qui se destinent au commerce, aux arts et aux métiers, mettre en place des écoles normales pour former les enseignants.

On sait qu'un véritable réseau d'écoles primaires ne verra le jour qu'à partir de 1850 et que les écoles normales, les écoles commerciales et les écoles techniques naîtront beaucoup plus tard.

Il souhaite que les écoliers, après avoir appris à lire, écrire et compter, abordent progressivement la littérature, l'histoire et la géographie, et surtout les sciences, la physique et la chimie. De plus, il insiste, et en ce sens il

innove, sur la nécessité de donner aux élèves une formation pratique qui les préparera à intégrer le marché du travail.

Il se penche, toujours dans *Le Canadien*, sur le thème de l'agriculture. Ses propos portent sur la nécessité de modifier les méthodes de production par l'utilisation d'outils et d'équipements plus modernes et l'introduction des nouvelles techniques apportées par les découvertes scientifiques, tel l'usage d'engrais d'origine végétale et minérale.

Il aborde aussi l'histoire politique et pas n'importe où, à la tribune de la prestigieuse Société historique et littéraire de Québec qui tient ses séances chez le gouverneur général, au château Saint-Louis. Ses trois conférences portent sur les nouvelles Républiques d'Amérique du Sud qui ont rompu depuis quelques années leurs liens coloniaux avec l'Espagne monarchique et ont adopté des institutions démocratiques. Il affirme, non sans provocation, que l'histoire de ces pays permettra de mieux comprendre l'histoire du Canada et d'orienter son avenir. Rien de moins.

Les réflexions de Girod dérangent. Les forces conservatrices, l'Église notamment, n'acceptent pas qu'un étranger, protestant de surcroît, vienne remettre en question l'ordre des choses et faire la promotion d'idées libérales, voire républicaines, pour ne pas dire révolutionnaires.

Par contre, le milieu politique réformiste accueille volontiers un point de vue progressiste qui prône la démocratisation des institutions, l'égalité sociale et le développement économique. Ces Réformistes, on les retrouve surtout à Montréal; ils se réunissent chez le libraire Édouard-Raymond Fabre où ils débattent des moyens à prendre pour dénoncer le pouvoir colonial, introduire de nouvelles lois, diffuser leur programme, mobiliser la population.

Girod estime qu'il y trouvera un terrain plus ouvert au changement, plus réceptif à ses convictions, plus stimulant intellectuellement. À l'été 1833, il quitte Québec et vient s'installer dans la région de Montréal, plus particulièrement à Varennes. Son mariage avec Zoé Ainsse, la fille du seigneur de l'Île Sainte-Thérèse, lui apporte en dot une maison à habiter et une terre en culture dont il confie l'exploitation à un fermier.

De nouveau dans *Le Canadien*, aussi dans *La Minerve* que dirige Ludger Duvernay et dans *Le Glaneur* de Jean-Philippe Boucher-Belleville, il écrit article sur article examinant les questions agricoles, son sujet de prédilection. Il aborde également l'univers de la politique; le ton monte, la plume devient incisive, l'ironie mordante. Ses textes révèlent une grande maîtrise du français, une aisance à passer d'un genre à l'autre, un talent à manier les effets de style.

Il publie deux livres. L'un est un manuel de vulgarisation à l'intention des agriculteurs où il traite des propriétés des sols, des techniques de labourage,

de l'alternance des cultures, de l'élevage du bétail et même d'apiculture. Le second constitue un essai critique sur le Canada : son histoire, ses caractéristiques démographiques, le système judiciaire, la gestion des finances publiques, la disposition des terres de la couronne. Cet ouvrage bien documenté, avec les références de ses sources, est une œuvre à la fois pédagogique et polémique. Il cherche à convaincre les lecteurs de ses avancées tout en dénonçant férocement le népotisme des administrateurs de la colonie, le cumul des fonctions, la partialité des juges, la spéculation foncière. On sait que lord Durham formulera un diagnostic similaire dans son célèbre rapport.

Girod a choisi son camp, celui du Parti patriote. À trois reprises, il est invité à présenter son témoignage devant des comités parlementaires de la Chambre d'assemblée. L'un enquête sur les terres laissées à l'abandon ; il dénonce, noms et chiffres à l'appui, les officiers du gouvernement, leurs familles et leurs amis qui spéculent sur les terres, alors que les cultivateurs canadiens doivent morceler les leurs et les partager entre leurs fils. Devant un autre comité, il revient sur la nécessité de créer des écoles normales afin d'assurer et accroître les formations des instituteurs.

Aux membres du comité qui se penchent sur le système carcéral, Girod dresse un état de la situation en Europe et aux États-Unis. Il recommande deux mesures principales. La première vise à remplacer l'approche punitive des détenus par une approche centrée sur la réhabilitation ; la seconde, à retirer les enfants des prisons et à les placer dans des « maisons de refuge » où ils recevront une instruction élémentaire et apprendront un métier. Rappelons qu'il faudra attendre une trentaine d'années pour que soient séparés des adultes les jeunes délinquants par l'ouverture d'écoles de réforme à leurs intentions.

En rejoignant les rangs du Parti patriote, Girod ne tarde pas à jouer un rôle de premier plan. Au début de 1834, il contribue à munir le Parti patriote de structures permanentes afin de favoriser la circulation de son programme et la mobilisation de ses partisans. Sont ainsi mis en place des comités de paroisse, des comités de comté, ou circonscriptions électorales, enfin une structure de coordination appelée Comité central et permanent. Résultat : aux élections générales de l'automne, 77 candidats du Parti patriote sont élus députés et l'opposition du Parti bureaucrate est réduite à 11 députés issus des comtés anglophones.

Actif dans son comté, assidu aux réunions du Comité central et permanent, proche des parlementaires, Girod devient une tête d'affiche du Parti patriote. Bon orateur, on le retrouve sur les tribunes des assemblées publiques, à Varennes, à Saint-Marc, à Verchères, à Saint-Constant, à Montréal.

À la grande assemblée des Six-Comtés, tenue à Saint-Charles le 23 octobre 1837, il est l'un des neuf orateurs qui se partagent entre modérés et radicaux. Les modérés, le conseiller législatif François-Xavier Malhiot et les députés Louis-Joseph Papineau, Louis-Michel Viger, Édouard-Étienne Rodier et Louis Lacoste, prônent la résistance dans le cadre de la légalité constitutionnelle. Les radicaux, le député Cyrille-Hector-Octave Côté, le médecin Wolfred Nelson, le marchand Thomas Storrow Brown et l'écrivain Amury Girod lancent un appel aux armes.

LES ÉVÉNEMENTS SE PRÉCIPITENT

À la suite des provocations contre les Fils de la Liberté et l'intervention de l'armée à Montréal, l'affrontement devient inévitable. Les dirigeants du Parti patriote quittent la ville pour éviter d'être arrêtés. Louis-Joseph Papineau, accompagné du directeur du *Vindicator*, Edmund Bailey O'Callaghan, prend la route de Pointe-aux-Trembles et traverse à Varennes où il retrouve Girod. On discute de la situation, on débat de l'opportunité de convoquer une assemblée constituante et de proclamer un gouvernement provisoire, mais on se sépare sans retenir une orientation précise. Papineau décide de gagner Saint-Denis afin de rejoindre Wolfred Nelson, tandis que Girod choisit d'aller à Saint-Eustache et à Saint-Benoît.

POURQUOI LÀ ET POURQUOI ICI?

Le Parti patriote est solidement implanté dans la vallée du Richelieu; c'est à Saint-Ours et à Saint-Marc qu'ont été adoptés son programme politique et son plan d'action. La présence à Sorel et à Saint-Jean d'importantes garnisons de l'armée britannique laisse présager que les premiers combats s'y dérouleront. Le choix de Papineau est un choix politique, celui d'un chef.

Dans les Deux-Montagnes, moins peuplé et avec une importante minorité loyaliste, la situation paraît plus précaire; par contre la région est mieux organisée et son Comité permanent a pris en main l'administration de la justice avec la création de tribunaux populaires et l'administration de la police avec l'élection d'officiers de milice. L'absence de troupes de l'armée empêche toute intervention dans l'immédiat. Le choix de Girod est le choix d'un militant et d'un organisateur.

Mais Girod n'a aucun titre, aucun mandat qui l'autorise à assumer une quelconque autorité; il ne peut qu'offrir ses services au notaire et député Jean-Joseph Girouard, de Saint-Benoît, et au médecin Jean-Oliver Chénier, de Saint-Eustache. Il tente de les convaincre d'adopter une stratégie offensive, sans succès; Girouard et Chénier préconisent la défensive.

Le 23 novembre, à Saint-Denis, les Patriotes, sous la direction de Wolfred Nelson, affrontent et repoussent les troupes britanniques, ce qu'on ignore à Saint-Benoît. Ce jour-là, le Comité permanent des Deux-Montagnes tient une assemblée plénière, à la suggestion de Thomas Chevalier De Lorimier, le Comité nomme Girod général de l'armée du Nord. De Lorimier est secrétaire du Comité central et permanent du Parti patriote, ce qui n'est pas sans importance; implicitement, il cautionne cette nomination au nom de la direction du Parti.

L'intellectuel Girod cède la place au militant. Il en a plein les bras. L'armée du Nord ne comprend qu'un colonel, Chénier, une douzaine de capitaines et un nombre inconnu de lieutenants. En théorie, elle peut mobiliser 1000 hommes, 1500 en ajoutant les habitants du comté voisin de Terrebonne. Ces troupes, il faudra les nourrir, les loger, les chauffer; leur fournir des munitions et des fusils; leur donner un minimum de formation militaire et de discipline. Girod consacrera beaucoup d'énergie à ces questions d'intendance et d'entraînement.

Par ailleurs, si son titre lui donne une autorité certaine, il n'a pas le pouvoir de décider seul de la marche à suivre. Il tente de nouveau d'imposer sa stratégie offensive. L'occasion lui est fournie quand un émissaire de Robert Nelson apporte la proposition d'une manœuvre de diversion sur Montréal, dégarnie de troupes, et que parvient la nouvelle de la victoire de son frère Wolfred à Saint-Denis. Girod est prêt à foncer, peut-être pas attaquer Montréal, mais traverser l'île Jésus, balayer la petite garnison de Saint-Martin et prendre position à l'Abord-à-Plouffe afin de contrôler le pont Lachapelle, le seul qui enjambe la rivière des Prairies.

Les dirigeants des Deux-Montagnes, Girouard, Chénier, Dumouchel et Barcelo s'y opposent et Girod renonce à son projet. Il se rallie à Chénier qui désire prendre la maîtrise de Saint-Eustache et désarmer les loyalistes. C'est chose faite le 28 novembre. Trois compagnies de miliciens patriotes de Sainte-Scholastique entrent dans le village sans rencontrer de résistance; les loyalistes ont déjà quitté les lieux pour aller se réfugier à Montréal.

Mais les jeux sont faits. Avec la défaite de Saint-Charles, les départs aux États-Unis des chefs patriotes, les dizaines de prisonniers incarcérés, la pacification de la vallée du Richelieu, l'arrivée d'un régiment de Québec, le général Colborne peut se préparer à marcher sur Saint-Eustache, à la tête de l'armée.

On connaît la suite. Je n'ai pas l'intention de m'étendre sur les événements qui conduisent au massacre du 14 décembre; je me contenterai d'aborder quelques questions.

Pourquoi avoir continué la mobilisation des habitants et s'être préparé, plutôt mal, à résister à l'attaque de l'armée? Sans doute parce que Girod et Chénier ignoraient que les Patriotes des Deux-Montagnes demeuraient les

seuls à poursuivre la lutte et que Colborne, loi martiale aidant, avait tous les pouvoirs pour mater la rébellion. Je trouve étonnant que personne, de Montréal et d'ailleurs, n'ait pris l'initiative de les prévenir de l'évolution de la situation. Pire, ils ont été tenus dans l'ignorance qu'une armée de 1500 hommes, étirée sur 3 kilomètres, qui ne pouvait passer inaperçue, avait quitté Montréal le 13 décembre, bivouaqué à Saint-Martin et repris sa marche le 14 au matin.

À Saint-Eustache, la surprise est totale. Les deux tiers des hommes désertent ; restent moins de 300 miliciens. La décision de résister dans ces circonstances est-elle fondée ? De Lorimier et les autres dirigeants venus de Montréal jugent que non et prennent la route des États-Unis. Girod et Chénier jugent que oui et ordonnent aux hommes de prendre position dans l'église, le presbytère, le couvent des religieuses et le manoir seigneurial, autour de la place publique.

Après coup, on serait justifié qu'il eut mieux valu abandonner la lutte et de se disperser dans l'arrière-pays, comme les chefs de Saint-Benoît l'ont décidé le lendemain. Cela n'aurait pas empêché les représailles et les dévastations, mais la tuerie de Saint-Eustache aurait pu être évitée.

Enfin, et je termine là-dessus, pourquoi s'est-il dit tant de mal sur Girod. Nombre de faussetés, de sottises et d'énormités proviennent de ses contemporains ; il est vrai que les auteurs étaient des loyalistes inconditionnels et enragés, tel le directeur du *Populaire*. Je reste néanmoins stupéfait que des auteurs aient repris leurs propos fantaisistes sans se poser de questions et sans retourner aux sources et que, encore aujourd'hui, certains les répètent. Un Gérard Filteau et un Robert Rumilly, qui ont fait preuve de plus de modération, n'ont su éviter ces distorsions et ont porté un jugement sévère et injuste sur Girod.

Depuis quarante ans, les historiens manifestent assez de rigueur et d'objectivité pour signaler ses qualités d'intellectuel, ses convictions progressistes et la valeur de ses écrits. On reste cependant plus circonspect sur ses activités de militant ; si l'on reconnaît sa sincérité et son énergie, on hésite à souligner l'ampleur de son engagement et l'importance de sa contribution.

En 1865, lorsque l'Institut canadien a procédé à la translation du corps de Girod au cimetière Mont-Royal, le journal *L'Union nationale* titrait « Histoire glorieuse de ce Patriote » ; dans *Le Pays*, le rédacteur souhaitait que « les mânes du généreux étranger nous pardonnent la longue indifférence que sa gloire n'a pas su dissiper ».

Un jour, peut-être, on ouvrira à Girod les portes du panthéon des Patriotes, aux côtés des Nelson, Chénier, De Lorimier et autres figures emblématiques de notre histoire. En attendant, on pourrait lui élever une stèle sur le terrain dénudé de sa tombe.